



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du mercredi 20 mars 2024

Nombre de membres en exercice : 23  
Nombre de présents : 17  
Nombre de votants : 17

Date de la convocation : 14 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt mars à quatorze heures et trente minutes, les membres du Conseil d'Administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Madame Claude BALLOTEAU  
Madame Catherine BOUTINEAU  
Monsieur Patrice BROUHARD  
Madame Monique CHARRIER  
Madame Martine FOUGEROUX  
Madame Marie-Thérèse GRANDILLON  
Monsieur Raymond HERISSON  
Madame Ghislaine JOUANNET  
Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU

Madame Sophie LESORT-PAJOT  
Madame Frédérique LIEVRE  
Madame Mariane LUQUÉ  
Madame Béatrice ORTEGA  
Monsieur Jean-Marie PETIT  
Madame Michelle PIVETEAU  
Monsieur Guy PROTEAU  
Monsieur François SERVENT

Absents excusés :

Monsieur Alexandre GUICHARD  
Madame Patricia PARIS

Absents :

Madame Clarice CHEVALIER  
Madame Béatrice GARLANDIER  
Monsieur Joël PAPINEAU  
Madame Karine TOBI

Secrétaire de séance : Madame Sophie LESORT-PAJOT

Véhicule de service avec autorisation de remisage à domicile

*Service d'aide à domicile*

Un véhicule de service est un véhicule confié par le service aux agents pour les besoins de leurs activités professionnelles. L'utilisation, ponctuelle ou permanente, est exclusivement réservée pendant les heures et les jours de travail.

Le véhicule de service est accordé pour les besoins du service. Étant lié au service, le véhicule doit être restitué en dehors des périodes de service de l'agent (pendant les congés annuels, les journées RTT, les journées de récupération ...).

A titre exceptionnel, une collectivité peut autoriser un agent à remiser le véhicule à son domicile sous réserve d'une délibération. Cette autorisation délivrée pour une durée d'un an et renouvelable doit faire l'objet d'un document écrit signé par l'autorité territoriale. Elle est révocable à tout moment. Cet acte rappelle les conditions d'attribution et d'utilisation. Sans ce document, aucun personnel n'est autorisé à utiliser le véhicule de service en dehors de son service.

L'avantage en nature résultant de l'utilisation à titre privé la semaine (trajets domicile-travail) est négligé car l'utilisation du véhicule constitue le prolongement des déplacements professionnels effectués à l'aide du véhicule.

Si l'autorité territoriale accepte que le véhicule de service serve à des fins personnelles, cette utilisation est constitutive d'un avantage en nature.

Ainsi, l'autorité territoriale souhaite attribuer un véhicule de service avec autorisation de remise à domicile pour les emplois suivants :

- Aux intervenants à domicile (titulaires et contractuels) ;
- A la responsable de secteur pour les visites à domicile.

L'autorité territoriale souhaite définir l'usage professionnel du véhicule comme suit :

- Périmètre de circulation : communes d'intervention du Service à Domicile du CIAS, selon le planning fourni annuellement ;
- Horaires et jours d'utilisation : horaires de service et horaires des trajets aller-retour domicile/travail ;
- Prise en charge par le CIAS des frais de carburant, des frais d'entretien et d'assurances pour l'usage professionnel, des frais de révision, de lavage ;
- L'usage privé du véhicule de service est exclu, sauf cas exceptionnel mentionné par l'autorité territoriale dans l'arrêté d'attribution du véhicule de service avec autorisation de remisage à domicile et sur demande motivée écrite de l'agent. L'agent s'engage à remiser le véhicule sur un emplacement de stationnement autorisé, à fermer à clé le véhicule ainsi qu'à dissimuler tout objet contenu dans le véhicule susceptible d'attirer l'attention.

Les agents bénéficiaires d'un véhicule de service ne sont pas autorisés à utiliser leur véhicule personnel pour des raisons professionnelles qui donnent droit à des remboursements d'indemnités kilométriques sauf cas exceptionnels (indisponibilité du véhicule de service par exemple) et sur autorisation de l'autorité territoriale (ordre de mission préalablement à établir). L'utilisation de la carte de carburant ou d'autoroute est autorisée uniquement pour les véhicules de fonction et de service.

Un règlement intérieur d'utilisation des véhicules de service est établi, et une convention d'utilisation d'un véhicule de service lié à une autorisation de remisage à domicile est signée par chaque agent concerné ainsi que par le Président du CIAS.

Le Président ou la responsable de secteur ont la possibilité de retirer l'autorisation de remisage en cas de non-respect des règles d'utilisation des véhicules.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Code Général des Impôts, notamment son article 82 ;

Vu la loi n° 57-1424 du 31 décembre 1957 attribuant compétence aux tribunaux judiciaires pour statuer sur les actions en responsabilité des dommages causés par tout véhicule et dirigés contre une personne de droit public ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale ;

Considérant que le CIAS du Bassin de Marennes dispose d'un véhicule qui peut être mis à la disposition des agents lorsque leurs fonctions le justifient ;

Considérant que l'attribution d'un véhicule aux agents est subordonnée à une décision préalable de l'organe délibérant de la collectivité territoriale et que les responsabilités qui incombent à ces agents, les contraintes de déplacement et de temps inhérentes aux emplois ouvrent droit à un véhicule de service avec autorisation de remisage à domicile ;

Après avoir entendu l'exposé de la Vice-présidente et après en avoir délibéré,

#### DECIDE

- De valider l'attribution, à titre non permanent, d'un véhicule de service avec autorisation de remisage à domicile aux agents exerçant les fonctions d'intervenant à domicile et de responsable du Service d'Aide à Domicile ;
- D'autoriser le Président à effectuer toutes les formalités nécessaires et à signer les arrêtés et tous documents utiles à cet effet en application de la présente délibération,
- D'inscrire au budget du CIAS, la prise en charge, par la collectivité, du carburant, des frais d'entretien, d'assurance, de lavage, impôts et taxes inhérents aux véhicules de service.

#### ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 17

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président  
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance  
Sophie LESORT-PAJOT



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.*